

COLLECTIF DE DEFENSE DE L'OFFRE DE SOINS EN NORD DEUX-SEVRES

Covid-19, « Le jour d'après »

7 avril 2020 : En cette **journée mondiale de la santé**, nos pensées sont allées d'abord vers toutes celles et ceux qui, à titre personnel ou à travers un membre de leur famille, sont, comme des millions de personnes dans le monde, victimes du virus covid-19. Elles vont aussi à tous les soignants qui les prennent en charge dans des conditions de travail difficiles et des conditions de risques extrêmes.

La pandémie a évidemment occulté cette journée internationale d'action contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale. Mais le temps reviendra de la mobilisation contre la marchandisation du soin.

Depuis plus de 20 ans, la réglementation sanitaire a évolué par touches successives pour que les cliniques privées augmentent leur **rentabilité financière** et leurs **parts de marché** en centrant leurs interventions sur les activités rentables. Dans le même temps, les hôpitaux publics, étranglés par des mesures budgétaires restrictives (la tarification à l'activité et l'objectif national de dépenses de l'Assurance-Maladie) subissaient des **fermetures** de services, de lits et de postes et une **profonde dégradation** des conditions de travail des soignants.

La semaine dernière encore, le directeur de l'ARS de la région Grand-Est précisait que les suppressions prévues pour 2020 de 598 postes et de 174 lits à l'hôpital de Nancy seraient mises en œuvre dès la fin de l'épidémie !

Aujourd'hui, tous les spécialistes s'accordent à penser que le confinement total qui nous est imposé est le fruit du manque criant de moyens de l'hôpital (de masques, de solution hydro-alcooliques, de surblouses, de tests, de respirateurs, lits de réanimation, de personnels, ...) et de l'impéritie du gouvernement qui -entre autres- a découvert en janvier que le stock stratégique de masques constitué en 2014 avait été liquidé par le gouvernement Hollande.

Pourtant, parfois, à l'occasion d'une crise grave, une lueur de lucidité éclaire les mots de nos présidents. Ainsi N. Sarkozy en septembre 2008, après la faillite d'une célèbre banque américaine, avait solennellement annoncé « *Une certaine idée de la mondialisation s'achève (...). L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle* ». Déclaration qui ne l'empêcha pas, une fois les banques renflouées à grand renfort de capitaux publics, de reprendre sa politique mortifère pour les services publics.

Le 12 mars dernier le président Macron, devant 24 millions de téléspectateurs, s'interrogeait sur « le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde et qui dévoile ses failles au grand jour ». Il ajoutait : « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner (...) à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle ».

E. Macron aurait-il enfin l'idée de rompre avec l'idéologie néolibérale qui guidait jusqu'à présent toutes ses actions et perçu la **nécessité pour notre pays de retrouver son indépendance sanitaire et économique face aux dérives de la mondialisation ?**

L'avenir le dira.

Au-delà des souffrances physiques, morales ou psychiques qu'aura provoqué cette pandémie et si l'on devait lui chercher un côté positif, ce serait peut-être celui de la **prise de conscience** de nos politiques et d'une grande partie de la population sur l'état de délabrement et de dépendance économique de notre service public de santé.

Il n'est pas interdit de commencer à penser « le jour d'après ». Il n'est pas interdit de considérer que la fin de la pandémie signera la naissance d'une nouvelle ère et que les exigences formulées par les citoyens feront naître une autre politique de santé publique, centrée cette fois sur l'intérêt général.

A chacun d'entre nous d'y contribuer.

Le 7 avril 2020